

Pour la pleine humanisation de notre humanité

Andrée Ferretti and Gaston Miron

Number 87, Fall 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/44785ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ferretti, A. & Miron, G. (1992). Pour la pleine humanisation de notre humanité. *Québec français*, (87), 11–11.

BLOC-NOTES

POUR LA PLEINE HUMANISATION DE NOTRE HUMANITÉ

Le Canada est une fiction juridique qui, pour fonder et maintenir son existence depuis 1867, n'a eu d'autres recours que de dérober leur sens aux mots qui le définissent comme aux faits qui le constituent. Il n'est dès lors pas étonnant que ce pays artificiel soit aujourd'hui devenu entièrement euphémique, plus que jamais dépendant de sa stratégie du vocable. D'où l'inanité du débat constitutionnel tel qu'il se déroule actuellement et depuis 125 ans, sous la gouverne des tenants du fédéralisme. Impuisant à reconnaître l'existence, bien réelle, elle, de la nation québécoise, ce débat, en effet, n'est soutenu par aucune pensée, puisqu'aussi bien la pensée n'existe pas en dehors d'un vouloir d'émancipation (transformation) du phénomène appréhendé dans ses données véritables.

Penser une situation — quelle qu'elle soit — implique, en effet, comme nous l'enseigne la philosophie, non seulement sa connaissance et sa compréhension, mais sa direction. Penser une situation — et non seulement l'étudier, l'analyser ou la réfléchir, encore moins la décrire — c'est l'orienter, c'est pouvoir se dire : « elle est née de telle et telle manière, avec telle et telle conséquences qu'aujourd'hui je veux changer pour que demain soit différent ». Penser une situation, c'est lui donner un sens qui la libère de l'événement comme événement indéfiniment recommencé sous diverses apparences.

Ainsi, penser le destin du peuple québécois, c'est lui donner un passé, un présent et un futur, l'inscrire dans son histoire réelle, c'est-à-dire dans l'espace d'une mémoire collective pour que cet espace puisse devenir ouverture sur une autre histoire, plutôt qu'enfermement dans la répétition. Penser le destin du peuple québécois, déterminé par la conquête anglaise, c'est nécessairement vouloir le libérer des conséquences néfastes, sans cesse répétées sous mille formes, de cet événement crucial, et sans laquelle libération la pensée demeure interdite. Or, la pensée, c'est le mode humain d'être au monde.

Pour nous l'indépendance du peuple québécois, c'est essentiellement la voie incontournable d'accès au plein exercice de notre humanité, puisque, même avant celui de s'autodéterminer, l'indépendance, c'est pour notre peuple, le pouvoir de s'autodéfinir. L'indépendance, c'est sortir de la névrose collective du doute qui amène le peuple québécois à accepter comme phénomène normal d'être défini par les autres, de se faire dire par les autres ce qui est bon, honorable et digne pour lui, d'attendre les offres d'un pouvoir étranger et ennemi pour se situer tel qu'en lui-même par rapport aux autres. L'indépendance, c'est le pouvoir de se libérer de l'étrange tropisme qui empêche le peuple québécois de concevoir son identité nationale comme une et indivisible — aussi métissée soit-elle —, inaliénable et, à l'inverse, l'oblige à devoir toujours gagner la légitimité de son existence et sa présence au monde. L'indépendance, c'est la force motrice et à jamais subversive de la pensée et, par là, le pouvoir d'accéder à l'universel.

Liberté fondatrice de toutes les autres libertés, dans l'actualité comme dans l'histoire, l'indépendance nationale, c'est évidemment le pouvoir de notre peuple d'orienter son devenir dans tous les domaines collectifs de l'activité humaine : politique, socio-économique et culturel, en fonction des seules modalités susceptibles de l'épanouir pleinement dans toutes les propriétés concrètes et spirituelles de son être. Car, au bout du compte, l'indépendance comme liberté, c'est la responsabilité de nous-mêmes pour nous-mêmes dans notre mouvement vers les autres.

Ainsi penser le Québec et penser, au Québec, exiger que nous assumions enfin, toutes les variations de l'esquive ayant été épuisées, notre devoir de liberté qui passe par une rupture radicale d'avec le Canada dont la tutelle ne peut que continuer à nous aliéner de manière déshumanisante.